

Les infos

Vendredi 1 Décembre 2017



1,1 MILLIARD

C'est le montant des économies annoncées à horizon 2020. Malgré l'«augmentation de 3% des revenus», «la SG va se serrer la ceinture». Nous sommes bien placés pour savoir qu'une promesse non tenue faite aux marchés se paye cash et cher. Les périodes précédentes se sont soldées par des plans sociaux dans la plupart des entités du groupe et par une rigueur salariale à géométrie variable. La nécessité d'adaptation n'explique pas tout. La décomposition des économies mérite d'être regardée de près, tout comme la hausse attendue des revenus. Si la SG va serrer la ceinture des salariés, les actionnaires peuvent être rassurés par la redistribution à 50% en dividende et un plancher à 2,20€ quitte à devoir passer par des cessions...

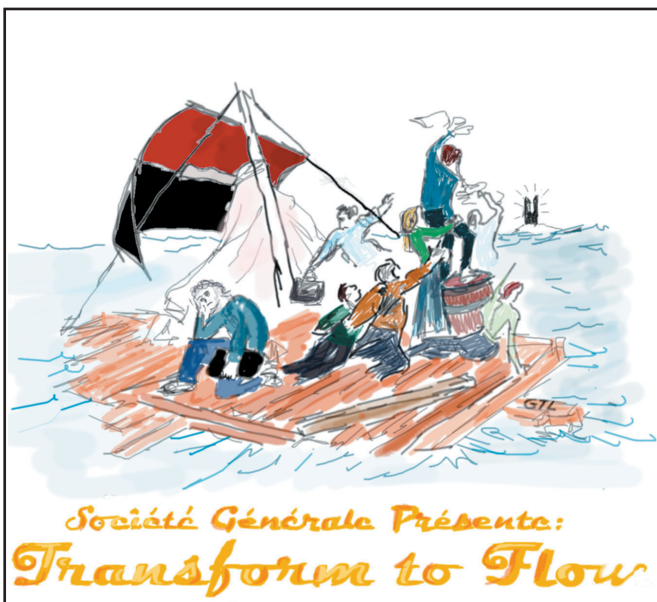
TRANSFORMEURS

Les médias auront retenu 900 suppressions de postes et 300 fermetures d'agences à «horizon 2020». Mais au final, ce sont près de 3.500 postes qui pourraient être supprimés d'ici 2020 et 500 agences fermées. Et ceci ne représente, au passage, que 25 à 30% des économies attendues ! 900 postes ont déjà disparu. Il resterait donc 2.500 postes à supprimer sans licenciement contraint. Les fermetures d'agences initialement prévues et le nouvel objectif ne justifient pas l'ensemble de ces suppressions de postes. C'est une réorganisation en profondeur qu'envisage BDDF. C'est pour cela que les syndicats ont exigé et obtenu que les responsables de cette stratégie viennent plancher devant eux pour

motiver leur choix et leur nécessité. La rencontre aura lieu après la réunion des directeurs de Deauville, le 14 décembre. Puis, une réunion examinera, le 20 décembre, les conditions dans lesquelles les différents projets seront déployés. Car le nouveau virage n'a pas qu'un impact sur l'emploi, mais aussi sur la formation, la mobilité, la rémunération, etc.

LES 1.000 EUROS

La négociation salariale se tenait opportunément après l'annonce du milliard d'économies. La direction nous a informés que, malgré le contexte et suite «aux désagréments du PMAS», Caroline Guillaumin avait obtenu du Conseil d'Administration une prime (un complément d'intéressement) de 1.000 euros versée en 2018. L'enveloppe de 60 millions d'euros est, pour la direction, «un geste important et significatif, voire historique». Le contexte est difficile mais pas pour tous, ni avec la même ampleur lui a rappelé la CGT. Si les 1.000€, que nous avons réclamés (cf nos infos du 17 novembre), sont le bon curseur pour corriger le crash du PMAS et qu'ils concernent l'ensemble des salariés, il reste un lourd passif sur la politique salariale. L'évolution de la masse salariale est plutôt «très maîtrisée» sur la France par l'absence de mesure collective. La politique de rétribution de la performance collective via l'intéressement / participation va atteindre ses limites en 2018 (elle pourrait connaître une baisse de 10%) et on peut supposer que les enveloppes de variables vont être revues à la baisse. Pour la CGT, il faut donc plus de transparence sur les mesures individuelles (qui découlent d'accords ou bien de la politique de forte sélectivité), dégager un budget pour une mesure collective et enfin, avancer concrètement sur les critères d'attribution du variable. La direction nous a répondu que la décote n'était «que repoussée au prochain exercice auquel tient Frédéric Oudéa et nous le referons dès que possible». Après avoir constaté notre divergence sur le fond, la direction a ajouté qu'«en cas de forte variation, nous serions amenés à rediscuter de la P+i». Tout en précisant, que cela «ne valait pas engagement d'une quelconque mesure corrective... juste pour une discussion».



CGT Société Générale

17, Cours Valmy - Paris La Défense - Tél: 01.42.14.30.68

cgt.sg@wanadoo.fr

Internet: www.cgtsocgen.fr

Intranet: Portail SG, le groupe, Espace syndical, CGT

